

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2020

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la Ville de Montpellier est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Ville de Montpellier, pour l'année 2020. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Ville pour l'année 2021.

La crise sanitaire sans précédent, débutée en 2020, a entraîné une adaptation de l'action publique, à la fois dans le rapport aux usagers et usagères et dans les méthodes de travail. Ces évolutions, qui vont se poursuivre en 2021, se font d'ores et déjà sentir au fil du présent rapport.

Les actions phares :

Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté

En réponse aux enjeux sociaux présents sur le territoire, notamment liés à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité, la Ville de Montpellier, et, à ses côtés la Métropole, s'engagent comme Territoire de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme priorité nationale à l'automne 2018. La Ville a contractualisé en 2020, au titre de ses compétences, pour 3 ans avec les services de l'Etat, en visant la mobilisation de l'ensemble des acteurs et actrices sur des objectifs communs, l'adaptation aux besoins du territoire, l'innovation, l'expérimentation et l'initiative des acteurs et actrices. Les priorités identifiées, pour 2020, dans le cadre des cinq engagements sont l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle.

Nouvelle Charte de l'Arbre et Comité « Arbres »

Afin de répondre aux enjeux du Plan Climat Air Energie Territorial en cours d'élaboration par la Métropole, enjeux de préservation de la biodiversité, de lutte contre l'effet « îlot de chaleur urbain » et de pollution atmosphérique, de pérennisation du patrimoine arboré vecteur de bien être en ville et de santé, la Ville de Montpellier présente une nouvelle version de la charte de l'arbre et crée un comité « Arbres », composé d'élu.e.s et d'associations reconnues dans le domaine de la protection de la nature. Ces deux actions constituent les premières pierres d'un programme d'actions ambitieux de préservation du patrimoine arboré existant et de plantation de 50 000 arbres publics en 10 ans.

L'action de la Ville de Montpellier déclinée selon les 5 finalités du Développement durable :

Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations

La volonté porte sur la mise en œuvre d'une politique municipale de solidarité et du vivre ensemble, partagée par la Ville, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Métropole. Ainsi, le CCAS s'est vu confier la mission d'organiser des Etats Généraux de la Solidarité, qui sont centrés sur deux problématiques qui ont particulièrement marqué la crise sanitaire : l'organisation de l'aide alimentaire et l'accès universel aux droits.

Dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, des actions inclusives ont été menées, nouvelles ou en renforcement de l'existant, en réponse à la crise sanitaire et économique, à l'image de la mise en place d'un marché de la solidarité. Egalement, une tarification sociale de la restauration scolaire a été mise en place à la rentrée de septembre 2020, pour les familles monoparentales bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active). La Ville mène également, en partenariat, des actions de lutte contre la précarité énergétique (soutien à des projets associatifs) et contre la fracture numérique (mise en place d'un tiers-lieu).

Durant le premier confinement, le CCAS a maintenu ses activités essentielles, en assurant un accueil et un soutien téléphonique, notamment auprès des personnes seules, âgées, en situation de handicap...

Epanouissement de tous les êtres humains

Au cœur du projet municipal, l'éducation tient une place centrale, qui s'est confirmée par l'accélération de la mise en place d'actions, en réponse à la crise sanitaire, à l'image du plan numérique dans les écoles pour l'enseignement à distance, qui se met en œuvre sur les années 2020 et 2021. La Ville de Montpellier s'est également engagée dans le dispositif « Vacances apprenantes » de l'Education Nationale, au travers de la démarche « Ecole ouverte », mais également par une mobilisation des maisons pour tous, du théâtre Jean Vilar, des médiathèques... Enfin, la mobilisation de la Ville pour l'animation de la vie culturelle estivale, dans ses équipements publics s'inscrit dans une démarche de soutien aux actrices et acteurs et opératrices et opérateurs culturel.le.s, qui subissent de plein fouet la crise sanitaire.

S'agissant de la politique alimentaire en faveur de la santé des enfants, l'objectif de 20 % de produits bio et de 50 % de produits durables et de qualité est atteint à Montpellier dès 2020, précocement aux objectifs réglementaires de la loi Egalim (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable promulguée le 1^{er} novembre 2018). La Ville de Montpellier s'est également engagée à proposer dès le 1^{er} janvier 2021 une option végétarienne quotidienne, alors même que la loi Egalim l'impose une fois par semaine.

En juillet 2020, la Ville a également acté de s'engager dans l'élaboration d'un Contrat Local de Santé (CLS), qui permettra à tous les acteurs et actrices impliqué.e.s dans la politique de santé et de qualité de vie du territoire, d'agir ensemble, de façon coordonnée, autour d'objectifs prioritaires définis en concertation et

répondant à des besoins concrets.

Dans le fonctionnement de la collectivité, des actions en matière de prévention, de santé, d'accessibilité des formations, de mesures adaptées de gestion du temps de travail ont été mises en œuvre dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire vis-à-vis du personnel de la Ville et de la Métropole.

Lutte contre le changement climatique

En 2020, la Ville de Montpellier affirme ses engagements en matière d'urbanisme résilient au travers d'actions de reconstruction de la ville sur elle-même. Peuvent être cités, à titre d'exemple, le « recyclage » du site de l'ancienne gendarmerie du quartier Cévennes, la reconversion de l'ancienne École d'Application de l'Infanterie du quartier Croix d'Argent, la transformation de la zone industrielle du quartier Près d'Arènes, ainsi que le projet de collège modulaire évolutif et performant du quartier Port Marianne.

La politique de maîtrise de l'énergie, menée par la Ville depuis 1985, génère aujourd'hui simultanément des bénéfices écologiques et une économie financière de soixante-quatorze millions d'euros (cumulés). Dans la continuité de cette action, la Ville s'est engagée dans une démarche de « Green IT », c'est-à-dire une démarche de réduction de la consommation d'énergie liée aux équipements informatiques, au travers notamment de travaux de modernisation des salles serveurs et réseau de l'Hôtel de Ville.

Préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources

Poursuivant son engagement de réduction des pollutions et de protection des sols dans les espaces verts et naturels, la Ville de Montpellier est lauréate, en 2020, de la charte régionale « Objectif Zéro Phyto », et obtient le niveau 2 sur 3, qui implique : zéro pesticide sur les espaces verts et voiries, une communication auprès de la population, la sensibilisation des agents et agentes, des élu.e.s concernés et des jardiniers amateurs et jardinières amatrices, une concertation sur la conception et l'entretien de nouveaux aménagements, ou la réhabilitation d'anciens espaces. La Ville valorise également ses pratiques de gestion, à l'image de la labellisation de 10 espaces « Ecojardin ».

La Ville poursuit son action partenariale, au travers de la signature en 2020, d'un protocole d'accord avec la Métropole et le CEFE (Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive) visant à renforcer la stratégie de transition écologique.

En 2020, la Ville acte également l'agrandissement de la surface du parc Montcalm, de 18 à 23 hectares, en renforçant sa couverture végétale de 2 400 arbres nouveaux plantés à termes, et en préservant le ruisseau du Lantissargues et sa ripisylve.

En 2020, un jardin partagé est créé dans le quartier Ovalie, portant à 34 le nombre de jardins partagés sur le territoire communal.

La Direction du Parc de Lunaret élabore, depuis 2013, un projet de restructuration globale du site, ayant pour finalité que le parc zoologique devienne un sanctuaire de la biodiversité méditerranéenne. En parallèle, les équipes du parc mettent en place, des actions visant à l'amélioration continue des pratiques de restauration des milieux naturels et de préservation de la biodiversité locale.

S'agissant de la gestion de l'eau dans les bâtiments et espaces verts municipaux, ce sont 186 000 m³ d'eau qui ont été économisés en 2019 portant à près de trois millions d'euros la réduction de la facture entre 2007 et 2019.

Transition vers une économie circulaire

En 2020, dans le contexte de crise sanitaire, la Ville de Montpellier a concentré ses efforts sur le soutien au tissu économique local, au travers d'aides financières et logistiques par exemple. Dans ce cadre, elle a créé un fonds de soutien à destination des associations de commerçants, dont les objectifs répondent également au besoin d'aide directe ou indirecte des acteurs et actrices de filière culturelle et du spectacle vivant, ainsi qu'à la protection de l'emploi.

Également, la Ville de Montpellier a souhaité affirmer son soutien en donnant l'opportunité à ces commerces d'étendre les terrasses sur le domaine public. Cette extension est assortie d'un protocole réglementaire (« Contrat Terrasse Citoyen »).

Situation de la collectivité au regard des éléments de méthode du développement durable

Dans un contexte général de lutte contre le changement climatique, la Ville de Montpellier est labellisée Cit'Ergie, avec la Métropole, à la fin de l'année 2019. Il s'agit maintenant, fin 2020-début 2021, de poursuivre le processus d'amélioration conduit dans le cadre d'un projet transversal partagé par l'ensemble des services, directions et élu.e.s, afin de finaliser le programme d'action du PCAET, à conduire dans les six prochaines années.

En termes de pilotage, l'année 2020 a vu la création d'un collège de déontologie, commun et à disposition de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole, du CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2020, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet RDD VILLE MTP 2020 -.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-154097-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.